

Chose remarquable ! La Révolution s'est d'abord attaquée aux souverains légitimes, et particulièrement aux souverains catholiques ; maintenant qu'elle a achevé son œuvre de ce côté, en arrivant jusqu'au détronement du roi le plus auguste, du Pape, qui représente l'autorité même de Dieu, elle ne respecte plus ni les princes protestants, ni les princes qui règnent en vertu de ses doctrines. Les rois ont laissé détroner leurs frères sans voir la solidarité qui les unit tous, ils ont laissé détroner le Roi qui les traitait de fils et qui était en effet le plus ancien d'entre eux et le vrai fondateur des monarchies chrétiennes, et voici que leur tour est venu. C'est la justice de Dieu qui passe, justice miséricordieuse, si l'on comprenait la leçon qui y est donnée.

Quant au roi Humbert, l'attentat du 17 novembre a dû lui rappeler bien tristement ce qui s'était passé à Naples en 1856 en 1860.

Le 8 décembre 1856, le roi des Deux-Siciles, Ferdinand II, passant une revue, un soldat nommé Agésilas Milano, inspiré par les sectes qui préparaient les événements accomplis depuis lors, s'élança pour lui planter sa baïonnette dans la poitrine. Le coup dévia, le sang royal coula, mais légèrement. Le régicide fut pendu ; toutes les cours félicitèrent celui qu'on appelait "le Bourbon", et les souverains couvrirent de décorations le général napolitain qui avait contribué à parer le coup ; mais la presse révolutionnaire de tout le pays, notamment du Piémont, prit fait et cause pour Agésilas Milano. On n'était pas encore blasé sur les régicides ; celui-ci fut transformé en héros.

Un des premiers actes de Garibaldi, entré à Naples en 1860, avec l'appui du gouvernement piémontais, fut de glorifier la mémoire d'Agésilas Milano par un décret dont voici la teneur :

Italie et Victor-Emmanuel !

Le dictateur de l'Italie méridionale, regardant comme sacrée pour le pays la mémoire d'Agésilas Milano, qui, avec un héroïsme sans pareil, s'est immolé sur l'autel de la patrie pour la délivrance du tyran qui l'opprimait,

Décrète,

Article 1^{er}.—Une pension de 30 ducats par mois est accordée, sa vie durant, à Madeleine Russo, mère de Milano, à dater du 1^{er} octobre prochain.

Article 2.—Il est accordé à chacune des sœurs dudit Milano une dot de 2,000 ducats. Cette somme sera versée dans les fonds publics à titre de dot inaliénable et consignée, au nom desdites sœurs dans le courant d'octobre prochain.

Article 3.—Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

J. GARIBALDI.

Naples, 25 septembre 1860.

Quelques jours après, Victor-Emmanuel faisait son entrée à Naples dans la même voiture que son ami Garibaldi. Le décret qu'on vient de lire fut mis à exécution. Le gouvernement de Victor-Emmanuel payait la dot et la pension, le gouvernement d'Humbert paie encore.

C'est donc la peine du talion qui s'exécute !

A propos du crime de Passavanti, le journal, *La République française*, avait lancé l'infâme insinuation que les

catholiques devaient être au fond de l'affaire, et que l'assassin n'était que leur instrument.

On sait maintenant que Passavanti (d'autres disent Passanante), qui affirme toujours n'avoir pas de complice, était un socialiste. Le *National*, journal de M. de Marcère, le disait déjà dans une correspondance de Naples, où on lit : " Il a cherché à tuer le roi, uniquement parce que c'était le moyen d'atteindre le but, l'avènement de la République universelle qu'il déclare être son idéal. Sa profession de foi était, a-t-il dit, inscrite sur le drapeau rouge qu'il portait et se résume, par conséquent, dans l'inscription suivante : *Vive la République universelle !* "

Interrogé sur ses opinions par les magistrats chargés d'instruire son procès, il a catégoriquement répondu en ces termes : " *Je suis Républicain socialiste. Ma profession de foi était inscrite sur l'étoffe rouge dont vous venez de parler (le drapeau qui entourait son bras gauche). Elle est ainsi conçue : Vive la République universelle ! Je demande qu'il soit inscrit au procès-verbal que j'y avais écrit aussi : Vive Orsini !* "

La République française en sera donc pour son infamie.

Il paraît, du reste, que l'assassinat politique est à l'ordre du jour, c'est une véritable contagion. Un télégramme de Londres, du 19 novembre, annonçait qu'une dépêche particulière de Lima (Pérou) apportait la nouvelle que M. Manuel Pardo, président au Sénat et ancien président de la République Péruvienne, venait d'être assassiné.

Quelques semaines auparavant, l'Équateur, qui a vu l'assassinat du président Garcia Moreno et de l'archevêque de Quito, Mgr Checa, était le théâtre d'un nouveau crime, dont l'*Univers* donne ainsi le récit :

Il y a un an que la secte avait voulu en finir avec don Vicente Piedrahita, le représentant le plus éminent du parti conservateur. Six hommes s'étaient présentés à la ferme de Potrerillo, pour le mettre à mort, mais heureusement leur tentative avait échoué. Piedrahita en fut prévenu à temps. On attribua cette tentative au chef militaire de Daule, M. Manuel Castro. Une seconde tentative devait malheureusement réussir.

Voici comment l'assassinat de M. Piedrahita a été perpétré.

Il résidait à sa propriété de la Palestina, canton de Daule. Comme il se dirigeait à pied, vers les sept heures du soir, d'un des bâtiments de la ferme à son habitation, il fut arrêté par quelques branches qui avaient été placées à dessein en travers de son chemin. C'est alors qu'il fut atteint d'un coup de fusil qui l'étendit raide mort. Le cadavre fut transporté à l'église de Colimes, où on fit les obsèques après l'examen de la blessure. On n'a rien découvert relativement aux auteurs de ce meurtre.

FRANCE.—La position s'accroît tous les jours de plus en plus ; la Révolution, d'ailleurs, n'a coutume de s'arrêter qu'au fond de l'abîme ; tant que la France n'aura pas passé de nouveau par un de ces cataclysmes qui ont déjà mis fin d'une façon si terrible à plus d'un de ses gouvernements de contrebande, les hommes qui mènent aujourd'hui la France ne s'arrêteront pas dans la voie où ils se sont engagés.

Chasser Dieu des écoles, chasser Dieu de l'armée, chas-